

[...]

**34.221/II/PN**  
FD/GD

Madame, Monsieur,

En sa séance du 24 oktober 2002, la Commission permanente de Contrôle linguistique (CPCL), siégeant sections réunies, a consacré un examen à une plainte déposée contre les notaires [...] et [...], ayant tous deux leur étude dans l'agglomération bilingue de la capitale, pour avoir diffusé des affiches établies exclusivement en français se rapportant à la vente publique d'un bien immeuble sis à Ixelles.

Dans son avis n° 3.823/II/P du 18 décembre 1975, la CPCL a estimé que dans ses rapports avec le public, le notaire est tenu de respecter les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (LLC).

La CPCL a estimé que conformément à l'esprit de la législation, le notaire doit respecter le régime linguistique administratif de sa résidence ou, s'il instrumente à l'extérieur de cette résidence, celui de l'endroit où se localise l'objet de son intervention.

Lorsque le notaire intervient en tant que collaborateur du pouvoir judiciaire, il tombe sous l'application de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, chaque fois qu'il accomplit des actes qui font partie de la procédure judiciaire, à l'exception des actes de nature administrative auxquels s'appliquent les LLC en vertu de leur article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>.

La CPCL a confirmé ces principes dans divers avis ultérieurs (cf. avis 28.090E-F, 30.034/15-16-41-43, 30.072/16-17 du 20 mai 1999, 33.542 du 7 février 2002 et 34.090 du 20 juin 2002).

Conformément à la jurisprudence constante de la CPCL, les affiches constituent des avis et communications au public.

Ixelles est une commune de la région de Bruxelles-Capitale.

Aux termes de l'article 18 des LLC, les services locaux établis dans Bruxelles-Capitale rédigent en français et en néerlandais, les avis, les communications et les formulaires destinés au public.

Partant, la CPCL estime la plainte recevable et fondée.

Copie du présent avis est notifiée à monsieur A. Duquesne, ministre de l'Intérieur, aux notaires [...] et [...], ainsi qu'au plaignant.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

**Le président,**

[...]